



Hôpital Pitié-Salpêtrière

10 juin 2025

Génocide à Gaza : briser le silence et dénoncer la complicité des grandes puissances

Le Madleen, petit navire parti d'Italie le 1^{er} juin dernier, a été intercepté par Israël dans la nuit du 8 au 9 juin, alors qu'il était encore dans les eaux internationales. Affrété par la coalition « Flottille de la liberté », il avait à son bord 12 militants, dont la militante écologiste Greta Thunberg ou encore la députée européenne LFI Rima Hassan, et il transportait du matériel humanitaire, dans le but de briser le blocus subi par les gazaouis. L'équipage est aux mains de l'armée israélienne. La précédente édition de la Flottille, partie de Turquie pour rallier Gaza en 2010, s'était terminée en bain de sang, avec 10 morts parmi les militants suite à leur arraisionnement par l'armée israélienne.

Pendant ce temps à Gaza, l'armée tire sur des foules affamées

À Gaza, la population continue à être en proie à la famine et aux bombardements incessants. Même l'aide humanitaire, instrumentalisée par l'État israélien, tourne au massacre : après avoir interdit l'entrée de Gaza aux organisations humanitaires, il a mis sur pied la Fondation humanitaire pour Gaza (GHF), une société privée américaine chargée de quelques distributions de vivres. Des distributions qui sont en réalité des pièges sanglants, puisque l'armée tire sur la foule, avec déjà des dizaines de morts et des centaines de blessés. Il en profite aussi pour continuer à déplacer la population palestinienne à sa guise, en promettant l'accès à de l'aide dans certaines zones prédéfinies par l'armée.

Partir ou mourir, tel est l'unique message adressé à la population de Gaza par le gouvernement israélien, qui mène son offensive génocidaire en toute impunité.

Travailleurs et travailleuses, nous pouvons dire non au massacre !

Il n'y a rien à attendre de l'ONU, de l'Union européenne ou d'un Macron pour stopper l'État d'Israël dans sa course en avant criminelle. Au mieux, ce sont des mots et de l'impuissance, au pire des larmes de crocodile côté pile et du soutien côté face. L'État français en est un des pires exemples. Tout en faisant mine de changer de discours, il continue à criminaliser le soutien à la cause palestinienne, à coup de menaces de dissolution du collectif Urgence Palestine, de procès pour de prétendues « apologies de terrorisme » ou de sanctions à une enseignante ayant autorisé une minute de silence pour Gaza en classe. Et surtout, il continue à livrer des armes, ce que les dockers de Fos-sur-Mer ont dénoncé la semaine dernière, refusant d'embarquer les 14 tonnes de pièces détachées de matériel militaire destiné à Israël. On doit se saisir de toutes les possibilités de nous opposer à ce génocide qui se déroule à la vue de tous, par des rassemblements, des manifestations. En Israël, des manifestants brandissant des photos d'enfants tués à Gaza ont affirmé : « non au génocide » et « la vie des Palestiniens nous importe ». **Partout dans le monde, nous devons amplifier la mobilisation. À Paris, lundi nous étions des milliers à se rassembler place de la République pour crier « Gaza, Paris est avec toi ! »**

Ce jeudi, 12 juin : obtenir la relaxe des 5 postières et postiers du 92 !

Cinq salariés de La Poste du 92 (Gaël, Yann, Brahim, Dalila et Mohamed) passent en procès pour « violation de domicile », en réalité pour s'être rendus au siège de l'entreprise en 2014 lors d'une grève. Ils risquent cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende.

Il faut montrer au gouvernement et au patronat que nous ne les laisserons pas dicter leur loi en faisant bloc quel que soit le secteur dans lequel nous travaillons. Le gouvernement et le patronat cherchent à criminaliser toute forme de lutte, qu'elle remette en cause la dictature patronale, qu'elle dénonce le génocide en Palestine ou qu'elle s'oppose aux ventes d'armes à l'État israélien.

Le 12 juin, pour la relaxe des 5 de La Poste du 92, pour la réintégration de Gaël et Yann et pour le soutien à toutes celles et ceux que l'on veut faire taire parce qu'ils s'opposent à la barbarie de ce monde, **soyons nombreuses et nombreux à midi devant le Tribunal de Paris, porte de Clichy**.

L'AP-HP et les 40 voleurs... de personnel

Depuis plusieurs semaines, le bâtiment Gosset regroupe plusieurs services où la direction voudrait bien nous faire faire accepter le manque de personnel.

Et là, la direction ne manque pas d'idées.

- Au sous sol, en radiothérapie, la direction n'a rien trouvé de mieux que de programmer des heures supplémentaires à l'avance... Les plannings sont prévus avec des heures supp déjà programmées, donc imposées ! Comme si on n'avait pas de vie en dehors de l'hôpital.
- À l'accueil, il faut faire le yoyo entre le sous-sol et le rez-de-chaussée.
- À la consultation d'oncologie, il faut prendre les effectifs du bâtiment Jacquard pour aller gérer la consultation de Gosset. Et, le temps des travaux, le bâtiment accueille une partie de la gériatrie. Même nombre de lit mais sur 2 étages et sans aide soignante en plus. A charge des collègues de se débrouiller.

On pourrait peut-être s'entendre dans le bâtiment pour réclamer du personnel !

Et les embauches... c'est dans les tuyaux ?

Dans les tuyaux pneumatiques, faute de personnel, y a des prélèvements qui se perdent. À force de réduire le nombre de coursiers, on se retrouve avec des pneumatiques embolysés. On récupère des jours après des traitements envoyés par la pharmacie qui sont sensés rester au froid mais se sont perdus dans les méandres... Ce que ne résoudra pas le gel des salaires et des embauches !

Les droits des femmes selon Macron

À compter du 1^{er} mars 2025, pour les fonctionnaires et les contractuels, les 3 premiers mois de l'arrêt maladie sont désormais indemnisés à hauteur de 90 % du traitement indiciaire. Mesure que le gouvernement a fait voter lors de la dernière loi de financement de la Sécu. C'est une attaque contre nous tous ! Le gouvernement va ainsi nous voler 900 millions d'euros par an.

Et pour les femmes enceintes qui doivent parfois se faire arrêter quelques jours sur avis de leur médecin (hors congé patho ou congé maternité), elles subiront elles aussi cette perte de 10 % ! C'est une discrimination manifeste contre les femmes.

Et à l'hôpital, où travaillent beaucoup de femmes, on est particulièrement touchées !

La journée de (fausse) solidarité

Il est devenu compliqué de savoir si le lundi de Pentecôte est un jour férié ou pas. Dans la pratique,

nous payons tous un jour de travail gratuit au nom de la « solidarité ». Vu l'état des EPHAD, cette journée doit surement servir à engraisser des patrons plutôt que de prendre en charge dignement nos anciens.

Le prétexte en or

Le gouvernement annonce des attaques sur le système de santé, au prétexte de vouloir rétablir « l'équilibre financier » de la Sécurité sociale d'ici 2029. Mais ce fameux « trou de la Sécu » est un déficit artificiellement créé : c'est les licenciements, les bas salaires et surtout les exonérations de cotisations patronales qui font que les recettes de la Sécu sont insuffisantes ! Ces exonérations c'est plus de 80 milliards d'euros, c'est à dire plus de 4 fois le « trou de la sécu » ! La solution est toute trouvée.

Mais la vérité c'est que le gouvernement ne veut pas arrêter ses cadeaux au patronat, et que ce soi-disant « trou » impossible à combler lui sert surtout d'excuse pour justifier d'imposer toujours plus d'économies sur notre dos !

Un nouveau décret pour attaquer les chômeurs

Un décret entrant en vigueur dimanche 1er juin permettra de suspendre partiellement le versement de l'allocation pendant plusieurs mois pour les demandeurs d'emploi qui ne respecteraient pas leur « contrat d'engagement ». Ce contrat, qu'ils sont donc obligés de signer, les contraint notamment à donner au moins 15 heures d'activité hebdomadaires. Alors que des centaines de plans de licenciements ont déjà été mis en œuvre en un an, cette attaque sert à exercer une pression sur l'ensemble des travailleurs.

États-Unis : révoltes à Los Angeles

Plusieurs milliers de personnes ont pris la rue dans la capitale californienne pour protester contre l'envoi par Trump de 2 000 militaires de la garde nationale afin de mener à bien sa politique d'arrestation massive des migrants et leur expulsion du pays. Des manifestants s'en sont pris aux agents de l'ICE, la police fédérale de l'immigration, connue pour sa brutalité et ses provocations. Il faut dire que des quartiers entiers de Los Angeles sont habités par des « latinos » dont les familles sont originaires du Mexique et d'autres pays d'Amérique latine. Et ils ne sont pas près de laisser sans réagir la police arrêter arbitrairement des passants dans la rue, voire entrer de force dans des entreprises ou des logements pour interroger des « suspects ». Si ces réactions sont pour l'instant limitées, elles vont dans le bon sens pour contrer la politique raciste du voyou de la Maison-Blanche.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → <https://npa-revolutionnaires.org/>



@npa.revo

imp. spé. NPA